

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

DÉPÔT D'UN RAPPORT SUR MIREX

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, en vertu des dispositions de l'article 41(2) du Règlement, j'aimerais déposer dans les deux langues officielles des exemplaires du résumé, des conclusions et des recommandations du rapport du groupe d'étude sur Mirex présenté au comité mixte du ministère de l'Environnement et du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social sur les contaminants de l'environnement.

Je pourrais dire que le rapport complet n'est pas encore disponible dans les deux langues officielles et c'est pourquoi je ne puis le déposer, mais si des députés sont intéressés à obtenir les copies techniques qui existent en anglais, ils n'auront qu'à les demander.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE—DÉCLARATION DU MINISTRE

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je voudrais, pour répondre à la demande de certains députés, dont ceux d'Edmonton-Strathcona (M. Roche) et de Greenwood (M. Brewin), rendre compte de la Conférence sur la coopération économique internationale. C'est après un dialogue de dix-huit mois que la CCEI a mis fin à ses travaux la semaine dernière. Sa clôture a été marquée de nombreuses heures de négociations intenses dont la presse a fait grand état. J'aimerais, à présent, vous faire connaître mon évaluation personnelle des résultats de la Conférence ainsi que de leurs conséquences.

Permettez-moi d'abord de faire une mise au point: toutes les parties se sont bel et bien entendues pour affirmer que cette Conférence a permis une meilleure compréhension de la situation économique internationale et que les discussions intenses qui l'ont marquée ont été utiles à tous les participants. Ce fait a été signalé expressément dans le communiqué final et ce fut d'ailleurs la pierre d'achoppement dans la rédaction d'un texte ralliant toutes les parties.

Celles-ci ont finalement su écarter les expressions vides et reconnaître que des progrès importants avaient été réalisés. La presse internationale m'a semblé par ailleurs reconnaître ces progrès et, en fait, elle a dirigé ses critiques davantage vers l'OPEP que vers l'attitude des pays développés.

Il y a évidemment eu des déceptions. Les pays en voie de développement ont été déçus du fait que certaines de leurs propositions de réforme de la structure du système économique international n'aient pas été acceptées. Je crois que c'était inévitable en raison de l'importance des réformes et du nombre de domaines visés. De plus, les pays en voie de développement n'ont pas su s'entendre sur leurs demandes et l'ordre de priorité à leur donner. Il n'était d'ailleurs probablement pas du ressort des gouvernements de combler certaines demandes, dont le maintien de leurs recettes d'exportation, et le moratoire général sur leurs dettes.

Conférence économique internationale

Je crois sincèrement que l'une des plus grandes difficultés auxquelles s'est heurtée la Conférence a été d'amener les pays en voie de développement à s'entendre pour axer leurs efforts sur les points où il était important et possible de progresser. Les positions adoptées par les pays industrialisés, y compris l'instauration d'un programme d'action spécial de un milliard de dollars, l'appui à un fonds commun dans le cadre d'un programme intégré de matières premières et de nouveaux engagements concernant l'aide publique au développement, constituent un énorme progrès par rapport aux positions prises seulement quelques mois auparavant.

On a conclu des accords importants dans des domaines comme l'accessibilité à l'énergie et sa conservation, la transition à des sources d'énergie permanentes et renouvelables, l'alimentation et l'agriculture, la décade du développement de l'infrastructure en Afrique ainsi que sur plusieurs autres points se rapportant au commerce et au développement. Dans les dernières étapes de la CCEI, on a enregistré des progrès concrets et substantiels qui sont supérieurs aux réalisations d'autres conférences internationales tenues ces dernières années sur des questions relatives au dialogue Nord-Sud. Les pays en voie de développement ont félicité tout particulièrement le Canada d'avoir renoncé à 254 millions de dollars que lui devaient les pays les plus pauvres.

Les pays industrialisés ont certes été déçus de ce que l'OPEP refuse un arrangement visant à permettre la poursuite des consultations dans le domaine énergétique. Je regrette qu'aucune entente n'ai pu être conclue sur ce point et j'estime, comme je l'ai déjà dit ailleurs, que les membres de l'OPEP, le groupe des Dix-neuf, ont fait une erreur en rejetant notre invitation à poursuivre un dialogue utile sur l'énergie. C'est là le seul objectif important que les pays industrialisés voulaient atteindre à la Conférence.

A un certain moment, le rejet de l'OPEP a risqué de compromettre les progrès réalisés dans d'autres domaines, lesquels étaient à l'avantage des plus pauvres parmi les pays en voie de développement.

On peut difficilement parler de succès ou d'échec lorsqu'il s'agit d'une conférence comme la CCEI. Personnellement, je ne m'attendais pas à un succès éclatant, ni même les pays en voie de développement, qui d'ailleurs n'auraient pu l'admettre, le cas échéant, ne serait-ce que pour conserver leurs positions lors de négociations futures. La forme de succès à laquelle je m'attendais est celle qui représente un progrès réel dans la résolution des questions en cause à savoir, une évolution de la situation en ce qui a trait aux problèmes économiques internationaux qui soit suffisamment importante pour permettre la poursuite d'un dialogue constructif entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Tout au long des négociations de plusieurs mois avec les coprésidents des pays en développement, j'ai dit clairement qu'il fallait viser à des résultats concrets pouvant être considérés comme un progrès et à partir desquels se poursuivrait un dialogue sans antagonisme entre le Nord et le Sud dans d'autres organismes internationaux. Je crois que cet objectif a été atteint. Il l'a été en raison de l'interaction directe des ministres dans la phase finale des négociations.